

RAPPROCHEMENT HÔPITAL-CLINIQUE ■ Succès de la réunion organisée mardi soir à Malemort par la Coordination

# « On refuse, ça ne se discute même pas »

la montagne 26/11/09

La mobilisation des opposants au projet de rapprochement entre l'hôpital et la clinique Saint-Germain a franchi un nouveau cap après une réunion publique à Malemort.

MAIS AUSSI...

## TRACTS ■ Incident

Président de la Coordination, René Ripert a rapporté un incident survenu le 17 novembre lors d'une distribution de tracts, avenue Pasteur. « Deux employés de la police municipale sont arrivés pour nous dire que nous n'avions pas le droit de distribuer des tracts sur la voie publique. Ils ont menacé de distribuer des amendes. La police nationale est venue s'ajouter à la police municipale, mais sans intervenir. L'intervention du préfet, suite à un appel de l'Union départementale CGT, a fait se retirer les forces de l'ordre. Tout cela n'est pas anodin. Il témoigne d'un déficit démocratique sur Brive. »



RÉUNION. Pour les participants, le projet met « en danger l'hôpital public et ses missions ». PHOTO PASCAL PERROUIN

## PÉTITION ■ Un total de plus de 4.000 signatures

La Coordination affirme avoir collecté plus de 4.000 paraphes pour dénoncer le rapprochement hôpital-clinique. Les signatures sont recueillies sur les marchés de Brive, au centre hospitalier et sur internet (à l'adresse suivante : coordinationchbrive).

## COURRIER ■ Lettre ouverte

Dans une lettre ouverte à Frédéric Filippi, président du conseil d'administration du centre hospitalier, la Coordination interpelle l'élu briviste, par ailleurs adjoint aux finances : « Vos administrés sont probablement autant intéressés par l'avenir de leur hôpital que par le devenir de la caserne Brune. Comment, dès lors, leur expliquer votre dynamique démocratie participative pour les quartiers brivistes mais votre frilosité à organiser une consultation citoyenne pour des services publics menacés ? ». D'autres courriers ont été envoyés à différentes personnalités (directeur de l'hôpital ; président de la commission médicale ; François Hollande, député ; Bernadette Chirac, en tant que présidente de la Fondation des hôpitaux de Paris, Roselyne Bachelot, ministre de la Santé) ; « À ce jour, pas de réponse. »

## ADHÉSION ■ Au national

La Coordination de défense de l'hôpital public de Brive vient d'adhérer à la Coordination nationale des comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité.

Éric Porte  
eric.porte@centrefrance.com

Mardi soir, les qualificatifs sont tombés drus sur le projet de rapprochement entre l'hôpital et la clinique Saint-Germain : « Inacceptable, dangereux, irrationnel, ingérable ». L'intervention d'une infirmière à la retraite a résumé la soirée : « Ces projets, il faut qu'on les refuse. Ça ne se discute même pas ! »

Aucun contradicteur n'a osé prendre la parole devant les 250 à 300 personnes réunies à Malemort. Surfant sur la vague de la défense des services publics, la Coordination de défense de l'hôpital public de Brive, réunissant élus, médecins, usagers et la CGT a franchi un palier dans la mobilisation contre un rapprochement assimilé à un cheval de Troie qui permettrait au privé de faire main basse sur les activités rentables du public.

Médecin et membre de la Coordination nationale des comités de défense des maternités

et hôpitaux de proximité, Paul Cesbron a salué ce mouvement : « Le ministère sait qu'il y a des oppositions fortes sur ces projets. Brive est un projet modèle de casse de l'hôpital public : l'argent public va financer un établissement privé qui ne fonctionne pas bien. Continuez à vous mobiliser de façon pluraliste pour sauver un principe républicain essentiel : la santé publique ». Les opposants se veulent raisonnablement opti-

mistes, le calendrier électoral (les régionales de 2010) jouant en leur faveur : « Une rencontre avec l'Agence régionale de l'hospitalisation (la tutelle des hôpitaux, NDLR) nous a confirmé que le dossier n'était pas encore approuvé », explique Alexandrine Boiron, membre de la CGT. Il est même demandé de revoir le projet à minima, pour que la reconstruction de la clinique Saint-Germain dans l'enceinte de l'hôpital ne coûte pas trop cher aux finances publiques.

## La balle dans le camp des politiques

Les « contradictions » de Philippe Nauche ont été fustigées, notamment par son ancien adjoint, Jean-Claude Chauvignat

« Comment peut-on voter contre la loi Bachelot à Paris et l'appliquer à Brive ? » Plus prudent, André Pamboutzoglou (PCF) a adressé une mise en garde aux initiateurs du projet : « Ils ne maîtriseront pas un processus qu'ils pensaient mettre en œuvre, tout simplement parce que la loi Bachelot supprime le conseil d'administration ».

Membre de ce dernier et maire de Malemort, Jean-Jacques Pouyadoux ne s'est pas encore fait de religion : « J'ai des informations que je ne retrouve pas dans les arguments de la Coordination ». Mais il a reconnu que des « positions divergentes » traversaient sa majorité municipale de gauche. Le débat est loin d'être fini.

## « Brive est un modèle de casse de l'hôpital public »

PAUL CESBRON Médecin et membre de la Coordination nationale des comités de défense des maternités et hôpitaux de proximité.

## « Une marche forcée dans la torpeur »

Chirurgien au centre hospitalier, Manuel Idrissi a rappelé l'historique de ce projet de rapprochement, suscité, selon lui, par deux éléments : « D'abord le schéma sanitaire régional de 2006, qui préconise une seule maternité sur Brive et ensuite, le plateau technique obsolète de la clinique Saint-Germain », obligeant celle-ci à trouver un partenaire (des négociations avec d'autres établissements privés avaient échoué). Le médecin hospitalier a raconté comment il en était venu à changer d'avis sur ce projet : « On est un certain nombre d'élus et de médecins à être tombés dans un piège. Au départ, on nous a fait une présentation idyllique du rapprochement : mutualisation des moyens, mise en commun de compétences, éviter la concurrence de deux cliniques... avec une belle carotte financière au bout. Et puis est venu le temps des votes à marche forcée, dans une sorte de torpeur générale entretenue par une incohérence majeure : reconstruire une clinique près de l'hôpital avec de l'argent public. Ensuite, nous avons eu droit à une parodie de négociations inodores et incolores. Petit à petit, les doutes se sont transformés en réserve et la réserve en opposition ».

## Organiser une manifestation et une votation citoyenne

Et maintenant ? La Coordination s'est fixée deux objectifs majeurs.

Ancien maire adjoint de Brive, démissionné pour avoir demandé un référendum sur le projet de rapprochement, Jean-Claude Chauvignat a été le premier à demander à « aller plus loin » dans la contestation. René Ripert a confirmé deux projets : l'organisation d'une « grande manifestation à Brive », voire d'un rassemblement national à l'image de ce qu'a connu Guéret, il y a quelques années, au

nom de la défense des services publics. La présence dans la salle de représentants CGT santé de la Haute-Vienne montre que le sujet déborde le cadre corrézien. La Coordination souhaite aussi organiser une « votation citoyenne » sur le bassin de Brive, « avec les communes qui le voudront bien. Mais pour tout cela, nous avons besoin de réunir des moyens matériels », a affirmé le président de la Coordination. Aucune date n'a pour l'instant été fixée.